

Hans Diefenbacher\*  
Benjamin Held  
Dorothee Rodenhäuser  
Roland Zieschank f

## **L'Indice National du Bien-être: Une mesure pour redéfinir le progrès**

### **1. Introduction**

Ce texte vous présente quelques aspects de notre travail qui nous a occupés déjà depuis plusieurs années. Nous développons l'idée de base d'une mesure alternative du bien-être et de la qualité de vie, tout en vous montrant des résultats de cette mesure en Allemagne, et j'aimerais bien discuter avec vous ses possibilités et ses limites politiques. Il y avait des similitudes mais aussi des différences entre l'Allemagne et la France quand la "Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social" présentait des résultats tout à fait intéressants en Septembre 2009. Dans mes considérations finales j'essaierai de vous montrer des lignes de connexion entre cette discussion et le travail de l'Académie d'Agriculture de France.

Dans les années récentes, la discussion publique sur les mesures du bien-être „au-delà du PIB“ a gagné beaucoup de force en Allemagne. Parmi d'autres développements, le constant et croissant intérêt politique pour l'Indice National du Bien-être (INB) [National Welfare Index (NWI)], et pour son pendant régional, l'Indice Régional du Bien-être (IRB) [Regional Welfare Index (RWI)], indique une possibilité de changement. Nous avons créé l'INB en 2008, avec le soutien du Ministère Fédéral allemand de l'Environnement, pour améliorer la comptabilité de la soutenabilité et du bien-être. En réponse à la demande de plusieurs acteurs politiques ressortissants des parties verts, il a été adapté au niveau des états régionaux en 2011 et, dès cette date, il est calculé dans sept "Länder" allemands: Schleswig-Holstein, Bavière, Thuringe, Saxe, Hambourg, Rhénanie-Palatinat, où il a été financé par le

---

\* Prof. Dr. Hans Diefenbacher, Institut des Sciences Economiques de l'Université d'Heidelberg Alfred-Weber-Institut für Wirtschaftswissenschaften, Universität Heidelberg/ Institut de Recherche Interdisciplinaire (Institut für interdisziplinäre Forschung (FEST)) Heidelberg. En coopération avec Benjamin Held (FEST), Dorothee Rodenhäuser (FEST) und Roland Zieschank (FU Berlin, Forschungszentrum für Umweltpolitik, Centre de Recherche en Politique de l'Environnement auprès de la Freie Universität Berlin).

Ministère des Affaires Economiques, et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, financé par le Bureau du Premier Ministre. Même si l'indice n'a pas (encore) été incorporé dans les statistiques ou dans les rapports officiels, un soutien croissant est accordé à l'amélioration des données nécessaires à son calcul.

## **2. La demande croissante de mesures du bien-être en Allemagne**

La discussion scientifique sur les mesures alternatives du bien-être continue déjà depuis au moins quarante ans. Les sociologues, les mouvements écologistes et sociaux, une partie de la politique et l'information publique ont reconnu que les principaux buts du développement soutenable, si on les prend au sérieux, sont pratiquement incompatibles avec une croissance économique continue dans le futur, et que le modèle économique à haute intensité de matériel et d'énergie typique des pays de récente industrialisation finit, par la suite, par devenir une menace pour la richesse publique et pour le bien-être social. Mais il faut nous rappeler que le "bilan social" en France dans les années 70 pourrait être vu aussi comme un précurseur des mesures alternatives du bien-être.

Et cela est une raison pour laquelle les rapports sur l'état de l'environnement et sur la soutenabilité ont été de plus en plus adoptés par les statistiques officielles et par les décideurs politiques dans les premières années 2000. Cependant, le PIB est encore dominant dans ces schémas de rapport, y compris, par exemple, les soi-disants indicateurs du progrès de la Stratégie Nationale Allemande de Soutenabilité. La conséquence de tout ça a été une critique croissante, notamment dans le contexte du processus "Au-delà du PIB" au niveau européen. Par exemple, la Commission Européenne, le Parlement Européen, le Club de Rome, l'OCDE et le WWF ont organisé une conférence de haut niveau en 2007 avec le but de clarifier lesquels parmi les indices sont les plus appropriés pour mesurer le progrès.

En 2008, le Ministre Fédéral de l'Environnement décida de financer un projet de recherche sur la comptabilité du bien-être et de la soutenabilité, qui emmena au développement de l'Indice National du Bien-être (INB) pour l'Allemagne.<sup>1</sup> Même si l'INB n'a pas (encore) été in-

---

<sup>1</sup>"Index of Sustainable Economic Welfare" Pour lire plus : Diefenbacher, H. (1991): „Der ‚Index of Sustainable Economic Welfare‘ – eine Fallstudie über die Entwicklung in der Bundesrepublik Deutschland“, [L'Indice du bien-être économique soutenable – une étude de cas sur le développement dans la République Fédérale Alle-

corporé dans les rapports officiels, le Ministère et l'Agence Fédérale de l'Environnement ont continué à en financer le suivi au niveau national, et même une méthodologie révisée en 2012, le NWI (INB)2.0.<sup>2</sup> En plus, l'indice a généré une considérable attention publique spécialement au niveau régional, et cela continue jusqu'aujourd'hui.

Une étape importante dans le chemin qui nous a emmené à susciter une plus vaste conscience du grand public vis-à-vis des questions liées aux mesures alternatives du bien-être a été la création d'une Commission d'Enquête sur "Croissance, Bien-être et Qualité de vie" par le Parlement Fédéral Allemand en 2011. Cette commission, composée par 16 membres du Parlement et par 16 experts, est chargée d'identifier ou de développer une nouvelle mesure unique et exhaustive qui puisse remplacer le PIB en tant que principal indicateur du développement du bien-être, tout en le préservant en tant qu'important indicateur macroéconomique. Jusqu'à présent, le fait qu'une institution politique de niveau tellement élevée entame la discussion sur les problèmes de la croissance économique, en reconnaissant la nécessité de développer une nouvelle approche de mesure, représente un événement exceptionnel pas seulement pour l'Allemagne. L'INB a été examiné, parmi d'autres approches, dans un groupe de travail de cette commission. En outre, il a été identifié comme particulièrement convenable pour les efforts de communication dans un sondage parmi des experts des médias, tandis qu'il a été au même temps critiqué à cause de sa complexité et, en conséquence, de son opacité pour les non-experts.<sup>3</sup>

Cependant, la Commission d'Enquête décida bientôt de développer un système d'indicateurs, au lieu d'un seul indicateur, et finalement, en 2013, il y eut un consensus majoritaire sur un

---

mande], dans: /Habicht-Erenler, S. (Ed.): Wachstum und Wohlstand – Neuere Konzepte zur Erfassung von Sozial- und Umweltverträglichkeit [Croissance et bien-être – Des conceptions nouvelles pour comprendre la soutenabilité sociale et environnementale]. Marburg, 73 – 88. and Talberth, J./Cobb, C./Slattery, N. (2006): The Genuine Progress Indicator 2006. A Tool for Sustainable Development. Redefining progress. Oakland. [L'indicateur du progrès authentique 2006. Un instrument pour le développement soutenable. Redéfinir le Progrès].  
Pörschbacher, Hans et al. (2013a): NWI 2.0 – Weiterentwicklung und Aktualisierung des Nationalen Wohlfahrtsindex. Heidelberg/Berlin: FEST/FFU. URL: [http://fest-heidelberg.de/images/FestPDF/nwi\\_2\\_0\\_langfassung.pdf](http://fest-heidelberg.de/images/FestPDF/nwi_2_0_langfassung.pdf)

[Approfondissement et mise à jour de l'Indice National du Bien-être]

<sup>3</sup> Brode, Tatjana (2011): Anforderungen an einen ganzheitlichen Wohlstands- bzw. Fortschrittsindikator oder einen Indikatorensetz im Hinblick auf seine mediale Kommunizierbarkeit. Kurzexpose. Kommissionsmaterial M 17(26)10. Enquete-Kommission Wachstum, Wohlstand, Lebensqualität des Deutschen Bundestags. [Les requis d'un indicateur complet du bien-être et du progrès ou bien d'un système d'indicateurs en vue d'une meilleure aptitude à la communication médiatique. Une brève opinion d'expert. Matériel de la commission M 17(26)10. Commission d'Enquête sur Croissance, Bien-être et Qualité de vie du Parlement Fédéral Allemand]

ensemble de 10 indicateurs de référence, accompagnés par plusieurs "lumières d'alerte". De plus, il y eut deux votes minoritaires, un du représentant du Parti Vert et un du représentant du Parti Gauchiste, qui proposaient deux différents ensembles d'indicateurs.<sup>4</sup> Personne d'entre eux ne considéra l'INB ou une mesure pareille. Les différentes propositions emmenaient à une grande confusion dans le débat public et en conclusion le travail de la commission résulta inefficace dans le lancement d'une mesure alternative du bien-être en Allemagne, à cause du manque de consensus politique.

Au lieu d'adopter la proposition majoritaire, en 2015 le gouvernement commença un nouveau processus focussé sur la qualité de vie, appelé "Dialogue citoyen sur la bonne vie en Allemagne".<sup>5</sup> Le but du processus consiste à traduire dans un système d'indicateurs les résultats de ce dialogue, qui comprenait un grand nombre de dialogues citoyens locaux et plusieurs possibilités d'envoyer des déclarations en ligne ou avec des cartes postales. La relation entre ces indicateurs et les indicateurs de la Stratégie Nationale de Soutenabilité, ou bien avec les propositions de la Commission d'Enquête et avec le système d'indicateurs lié au But du Développement Soutenable que seront proposés par l'ONU, reste une question ouverte, avec laquelle les acteurs politiques ont à peine commencé à se confronter.

### **3. Méthodologie de l'Indice National et Régional du Bien-être**

#### *3.1 Approche méthodologique*

Le calcul est effectué principalement selon une approche comptable à partir de la consommation privée mesurée dans la comptabilité nationale et considérée comme étant un composant fondamental. Pour cette raison, le calcul est basé sur la supposition conventionnelle que la consommation de biens et de services crée des avantages individuels (utilité) et, de cette façon, donne une contribution au bien-être. Pourtant, si la distribution est inégale, un niveau globalement élevé de consommation ne signifie pas un niveau également élevé de bien-être

---

<sup>4</sup>Deutscher Bundestag (2013): Schlussbericht der Enquete-Kommission „Wachstum, Wohlstand, Lebensqualität – Wege zu nachhaltigem Wirtschaften und gesellschaftlichem Fortschritt in der Sozialen Marktwirtschaft“. Bundestags-Drucksache 17/13300. [Parlement Fédéral Allemand (2013): Rapport final de la Commission d'Enquête "Croissance, Bien-être et Qualité de vie". Chemins vers une économie soutenable et vers le progrès social dans l'économie sociale de marché].

<sup>5</sup>[https://www.gut-leben-in-deutschland.de/EN/Home/home\\_node.html](https://www.gut-leben-in-deutschland.de/EN/Home/home_node.html)

économique dans une certaine société. Ceci est en accord avec la loi de l'utilité marginale décroissante. En plus, il y a d'autres activités partiellement non marchandes qui contribuent aussi au bien-être, tandis que la production de biens est accompagnée par de nombreux "malus" qui causent un dommage au bien-être général. En tout, l'indice est actuellement composé par les 20 composants montrés dans le suivant tableau:

<u>1 Indice de la distribution des revenus</u>	
<u>2 Dépenses pesées de consommation privée</u>	±
<u>3 Valeur du travail ménager</u>	±
<u>4 Valeur du travail bénévole</u>	±
<u>5 Dépenses publique pour la santé et l'éducation</u>	±
<u>6 Biens de consommation durables, coûts et rendements</u>	+ / --
<u>7 Déplacements de la maison au lieu de travail</u>	--
<u>8 Coûts des accidents de la route</u>	--
<u>9 Coûts du crime</u>	--
<u>10 Coûts de l'alcool et de l'abus de drogues</u>	--
<u>11 Dépenses sociales compensatoires causées par l'impact environnemental</u>	--
<u>12 Dommages causés par la pollution des eaux ("valeur de rappel")</u>	--
<u>13 Dommages causés par la dégradation des sols ("valeur de rappel")</u>	--
<u>14 Dommages causés par la pollution de l'air</u>	--
<u>15 Dommages causés par le bruit</u>	--
<u>16 Profits et pertes causés par les changements dans les zones de biotope ("valeur de rappel")</u>	+ / --
<u>17 Profits et pertes causés par les changements dans les zones agricoles</u>	+ / --
<u>18 Coûts de remplacement causés par l'exploitation de ressources non renouvelables</u>	--
<u>19 Dommages causés par les émissions de CO<sub>2</sub></u>	--
<u>20 Coûts de l'énergie nucléaire</u>	--

Nous aimerons bien vous donner des renseignements supplémentaires sur quelques unes des méthodes de calcul, dès qu'elles ne sont pas encore communes dans la méthodologie de la comptabilité nationale.

### 3.2 Coûts de remplacement causés par l'exploitation de ressources non renouvelables

L'INB comprend les coûts estimés pour le remplacement des ressources énergétiques non renouvelables, consommées dans une année donnée, avec de l'énergie produite avec des sources renouvelables (voir graphique 1). Evidemment, l'idée derrière ce composant est la règle assez connue de Herman Daly sur la gestion soutenable des ressources non renouvelables: si nous consommons des ressources non renouvelables pour produire certains biens et services, nous devrions, au même temps, créer la capacité de produire la même quantité de biens et services en nous basant sur des ressources renouvelables. Autrement, notre usage des ressources n'est pas soutenable et ce seront les nouvelles générations à en payer les coûts.

La méthodologie de l'INB 2.0 essaye de s'emparer de proche de l'idée du remplacement des services liés à l'usage de l'énergie en considérant l'énergie finale, c'est-à-dire l'usage de l'électricité et de la chaleur, et des services de mobilité générées par des sources d'énergie fossiles ou nucléaires. En outre, nous estimons le coût courant moyen de la production de l'électricité et de la chaleur par des sources renouvelables en Allemagne (en Euro/kWh) et nous les appliquons dans l'estimation du coût total de remplacement. Ces estimations plus précises sont devenues possibles au cours des dernières années grâce à une meilleure disponibilité de données statistiques, notamment dans le contexte de la transition énergétique allemande. Même si la nouvelle approche montre aussi ses problèmes<sup>6</sup> nous sommes convaincus qu'elle emmènera à une amélioration du calcul.

---

<sup>6</sup> En particulier, les résultats dépendent clairement du mixage d'énergie renouvelable sur lequel se base l'estimation du coût moyen, par exemple le mixage d'une certaine année base, le mixage courant ou bien un hypothétique mixage futur (dans l'INB 2.0, nous avons choisi le mixage courant). En plus, malgré d'importants progrès dans les statistiques énergétiques en Allemagne, les données sont seulement partiellement sûres et complètes et elles sont révisées régulièrement.

**Graphique 1: Coûts de remplacement causés par l'exploitation de ressources non renouvelables**

**Allemagne 1991 – 2012 (aux prix de 2010, en milliards d'Euros)**



**3.3 Coûts causés par l'usage de l'énergie nucléaire**

Le deuxième exemple est un composant qui n'est pas compris dans aucun calcul alternatif du bien-être dont nous sommes au courant: les coûts causés par l'usage de l'énergie nucléaire (graphique 2). Probablement, ce n'est pas surprenant si l'on dit que ces coûts sont de considérable intérêt politique et social en Allemagne. Nous estimons ces coûts en multipliant un niveau de coût par kWh d'électricité générée dans une centrale nucléaire par la quantité totale d'énergie nucléaire produite dans une année donnée. Ce niveau de coût est basé sur deux études allemandes qui ont estimé le coût du kWh en considérant les coûts de démantèlement, de la recherche d'un site de ramassage, du maintien d'un lieu de stockage final des déchets radioactifs, et aussi les coûts d'assurance contre l'accident du scénario du pire des cas.<sup>7</sup>

<sup>7</sup> Meyer, Bettina (2012): Externe Kosten der Atomenergie und Reformvorschläge zum Atomhaftungsrecht - Hintergrundpapier zur Dokumentation von Annahmen, Methoden und Ergebnissen. FÖS-Studie im Auftrag von Greenpeace energy und Bundesverband WindEnergie, Berlin. [Coûts externes de l'énergie atomique et propositions de réforme du droit de responsabilité atomique – Papier de documentation sur les hypothèses, les méthodes et les résultats. Etude de FÖS au nom de Greenpeace energy et de l'Association Allemande de l'Energie éolienne] URL: [http://www.foes.de/pdf/2012-09-Externe\\_Kosten\\_Atomenergie.pdf](http://www.foes.de/pdf/2012-09-Externe_Kosten_Atomenergie.pdf), Meyer, Betti-

## Graphique 2: Coûts causés par l'usage de l'énergie nucléaire

Allemagne 1991 – 2012 (aux prix de 2010, en milliards d'Euros)



### 3.4. Disponibilité des données et incertitude scientifique

Tandis qu'il est possible d'élaborer des composants liés à l'énergie pour le calcul de l'INB pour l'Allemagne et, avec quelques restrictions, de l'IRB pour les états fédéraux allemands, beaucoup d'aspects sont encore sous-estimés surtout en ce qui concerne les questions environnementales. Quelques composants de l'INB/IRB sont inclus en tant que "valeur de rappel" pour indiquer l'importance de certains problèmes comme, par exemple, la perte des écosystèmes ou les coûts des dommages causés par la pollution des eaux ou de la dégradation des sols, mais ils n'ont pas beaucoup d'influence sur l'indice pour le présent. Ceci est une conséquence des problèmes continuels de la disponibilité des données et de l'incertitude scientifique, en particulier à l'égard de la valorisation. Nous essayons d'employer le meilleur niveau de connaissance et aussi de rester 'conservatifs' dans nos estimations, là où l'incertitude est prévalente, pour éviter d'être critiqués pour avoir exagéré.

Pour cette raison, la valeur de certains coûts associés aux activités économiques actuelles est très probablement sous-estimée dans le calcul de l'INB/IRB. Le manque de données est

---

na/Fuhrmann, Tristan (2012): Rückstellungen für Rückbau und Entsorgung im Atombereich - Thesen und Empfehlungen zu Reformationen, FÖS-Studie im Auftrag von Greenpeace, [Provisions pour la reconstruction environnementale et pour le traitement de déchets atomiques. Thèses et propositions. Etude de FÖS au nom de Greenpeace energy] Berlin. URL: <http://www.foes.de/pdf/2012-FOES-Rueckstellungen-Atom.pdf>



particulièrement lourd au niveau régional pour certains composants, y compris le très influent indice Gini pour la distribution des revenus. Nous pouvons nous attendre d'importantes améliorations en future mais, pour le moment, nous considérons encore l'INB/IRB pour l'Allemagne comme un "travail en cours".

Nous sommes aussi au courant des difficiles décisions méthodologiques et, en partie, normatives, liées à la valorisation en général et à la valorisation monétaire, en particulier, qui resteront sûrement controversées. L'interprétation et l'emploi de mesures alternatives globales du bien-être économique doivent être élaborées et délimitées avec prudence. Les statisticiens des bureaux fédéraux font souvent référence au "tournant normatif" quand ils attribuent un prix, par exemple, au dommage environnemental. Ce que nous pouvons faire pour surmonter cette difficulté, c'est de suivre le principe de transparence scientifique, de nous engager dans des recherches supplémentaires dans le domaine de l'économie écologique comme les études internationales TEEB et d'employer les meilleures méthodologies possibles. Autrement, le status quo resterait inchangé, dès qu'il ne serait pas "permis" de développer des indicateurs monétaires. Mais en évitant explicitement des décisions normatives on ne ferait que cacher le fait que ceci serait déjà une décision normative.<sup>8</sup>

Malgré les problèmes qui subsistent, les calculs effectués en Allemagne de l'INB et des IRB montrent d'intéressantes tendances qui sont globalement stables vis-à-vis des rectifications de la base des données ou des méthodes de calcul jusqu'à présent.

#### **4. Résultats**

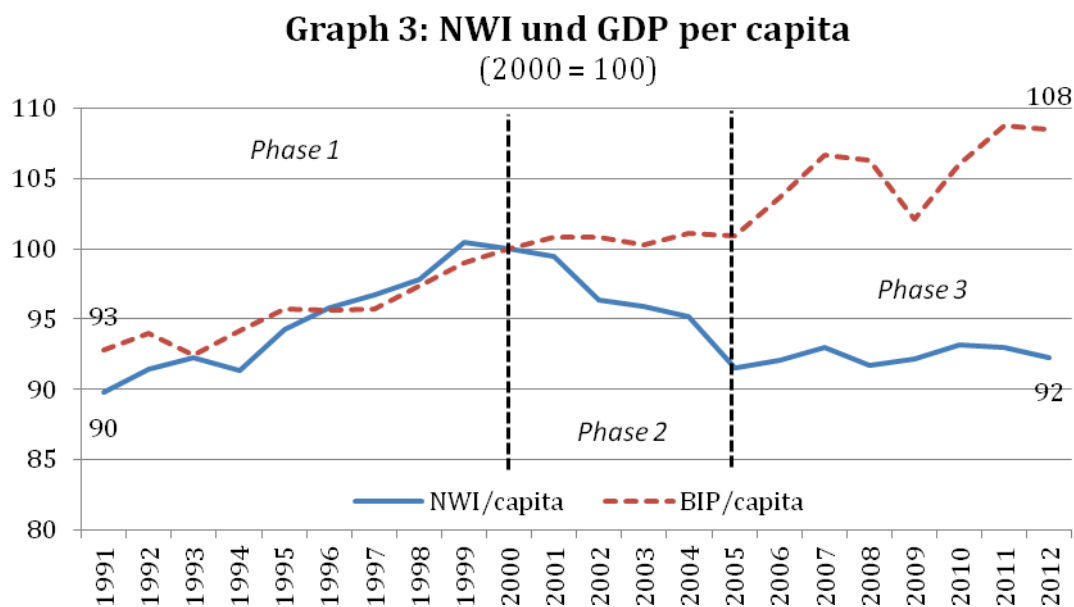
Le graphique 3 montre l'INB pour l'Allemagne comparé avec le PIB de 1991 jusqu'à 2012. Le PIB et l'INB sont exprimés tous les deux par habitant, et normalisés au niveau de 100 pour l'année 2000. La comparaison de l'évolution des deux indicateurs montre des résultats tout à fait intéressants. Cette évolution peut être divisée, en gros, dans trois phases.

---

<sup>8</sup> Contemporainement, même la Banque Mondiale est devenue un précurseur de l'économie écologique, voir World Bank (2015): *Wealth Accounting and the Valuation of Ecosystem Services*, [Banque Mondiale (2015): *la Comptabilisation du Patrimoine et la Valorisation des Services d'Ecosystèmes*]  
URL: <https://www.wavespartnership.org/en/wealth-accounting-and-WAVES>

### Graphique 3: L'INB (bleu) et le PIB (rouge) par habitant

(2000 = 100)



Diefenbacher.H./Held, B./Rodenhäuser, D./Zieschank, R.

Dans la Phase 1, c'est-à-dire de 1991 à 2000, l'INB par habitant et le PIB par habitant ont progressé plutôt considérablement tous les deux: de 7 points le PIB par habitant, et de 10 points l'INB par habitant.<sup>9</sup> La principale raison qui explique la croissance de l'INB est l'augmentation des frais de consommation (+8%) avec les coûts environnementaux en diminution au même temps (-49%).

La Phase 2 comprend les années de 2000 à 2005. Dans cette période, le PIB allemand n'a pas beaucoup changé. En 2005 l'indice arriva au niveau de 101. Dans ces années, l'Allemagne était appelée "le malade de l'Europe".<sup>10</sup> Si nous le comparons avec l'INB, le tableau devient encore plus sombre. L'indice de l'INB a reculé assez fortement jusqu'au niveau de 91 en 2005. Ceci était causé principalement par une croissante inégalité des revenus (+13%) et par son impact négatif sur la consommation pesée (-10%). Au même temps, les coûts environnementaux n'ont pas changé considérablement.

<sup>9</sup> Pour améliorer la lisibilité, à partir de maintenant le PIB par habitant, l'INB par habitant et l'IRB par habitant seront nommés simplement PIB, INB et IRB.

<sup>10</sup> Voir par exemple „Angela Merkel and the revival of the sick man of Europe“, [Angela Merkel et le retour dumalade de l'Europe], The Guardian, sept. 18, 2005.

Dans la Phase 3, qui comprend les années de 2005 à 2012, le PIB s'est accru plutôt considérablement, de 101 à 108, tandis que l'INB est resté presque constant. Les principales raisons de cette stagnation étaient le fait que l'inégalité des revenus restait au niveau élevé qu'elle avait atteint et que, tout comme dans la phase 2, les coûts environnementaux ne changeaient pas beaucoup. Les frais de consommation s'accroissaient un peu (+4%), mais cette augmentation était largement compensée par une diminution des heures dédiées aux tâches ménagères et par la diminution correspondante de la valeur du travail ménager (-6%).

Il est intéressant de noter les différents effets que la crise financière a eu sur les indices: tandis que le PIB a reculé assez fortement, par 5 points de 2007 à 2009, l'INB est resté presque invarié dans la même période. La principale raison de cette différence est que les frais de consommation n'ont pas reculé en Allemagne dans cette période, mais elles sont restées constantes.

Pour résumer l'évolution dans toute la période considérée, de 1991 à 2012, nous pouvons constater que le PIB et l'INB se sont développés d'une façon plutôt similaire de 1991 à 2000, mais d'une façon très différente après cette date. En tout, le PIB s'est accru de 15 points, tandis que l'INB s'est accru seulement de 2 points. Comparé avec l'année 2000, le PIB s'est accru de 8 points tandis que l'INB a reculé de 8 points. Le résultat en est que l'orientation traditionnelle du PIB encourage une idée de bien-être qui finalement reste une *illusion*, tout en oubliant, au même temps, les conséquences sociales et environnementales négatives de la croissance quantitative.

Dans le graphique 4 nous montrons quelques résultats au niveau des états fédéraux en Allemagne. Le calcul montre des caractéristiques très intéressantes qui changent d'un état à l'autre, et qui ne peuvent pas être analysées ici.

**Graphique 3: L'INB (bleu) et le PIB (rouge) par habitant**

(2000 = 100)

Rhénanie-Palatinat

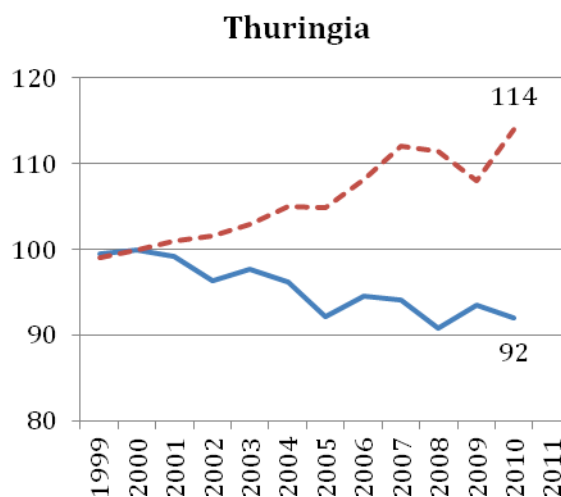
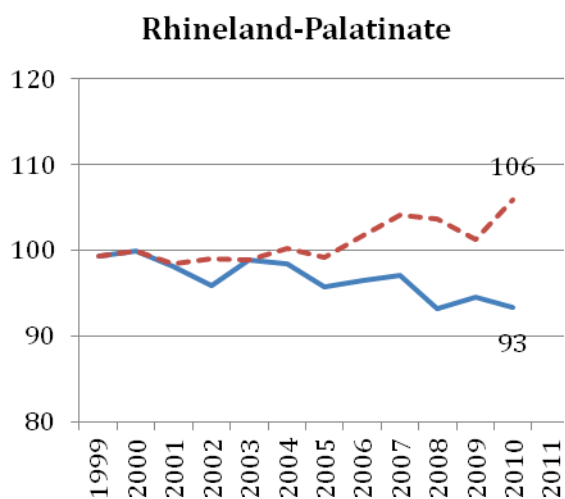
Thuringe

Saxe

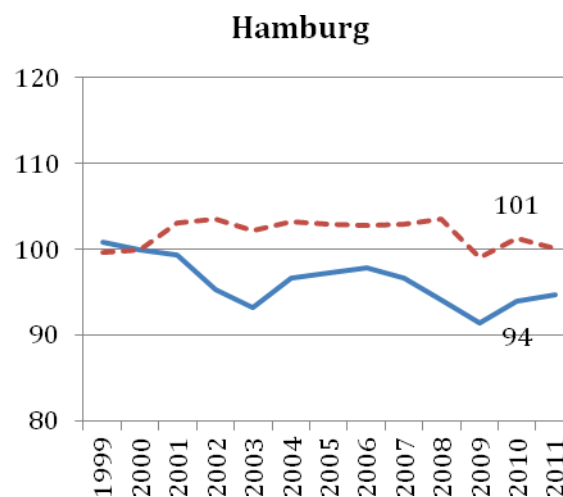
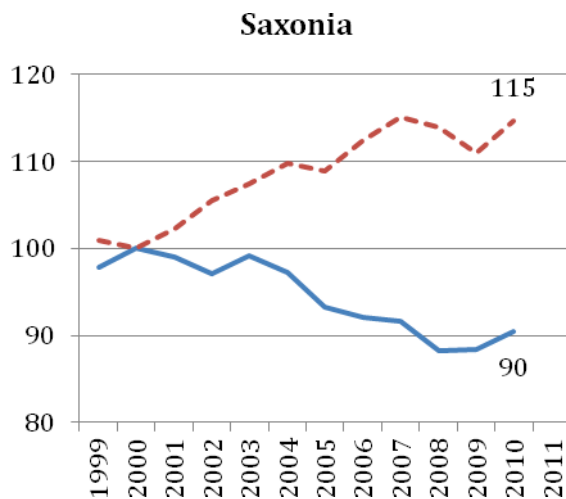
Bavarie

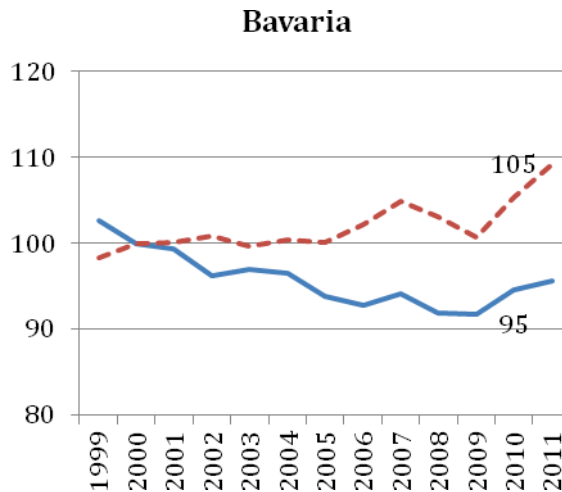
Hambourg

— RWI/capita    - - - GDP/capita

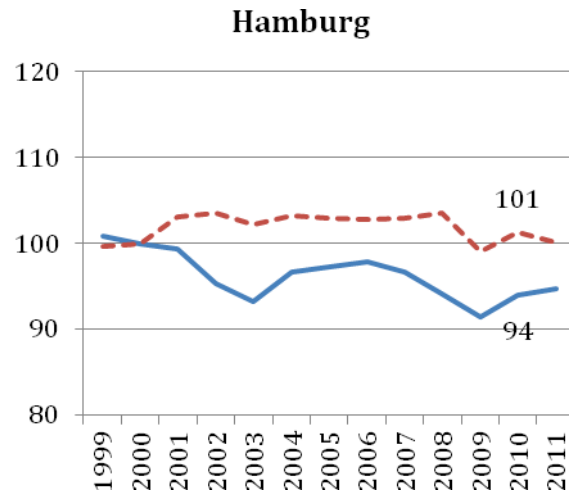


I





*Diefenbacher, H./Rodenhäuser, D.*



*Diefenbacher, H./Rodenhäuser, D./  
Schenke, J./Zieschank, R. (2014b)*

## 5. L'usage de l'INB/IRB: est-ce qu'il y a un impact politique?

### 5.1. Les usages potentiels de l'INB/IRB

Potentiellement, il y a plusieurs possibilités d'employer l'INB/IRB afin d'informer ou bien de réorienter la société. Avant tout, il s'agit d'un indicateur qui démystifie l'indicateur le plus largement employé pour mesurer le "progrès" social, c'est-à-dire le PIB. L'INB présente une information hautement agrégée tout en restant relativement proche de la comptabilité nationale et avec une perspective nationale. Par conséquent, sa progression peut être comparée avec le développement du PIB, en suscitant de cette façon une meilleure sensibilité pour la divergence entre le focus sur la production marchande et une définition plus complète du bien-être, qui comprend des aspects additionnels qui augmentent le bien-être, mais aussi les coûts négligés. Il met donc en discussion le paradigme traditionnel de la croissance économique et indique des autres sources de bien-être.

Par conséquent, l'INB pourrait contribuer à entamer le débat sur quoi inclure dans un concept de développement positif de la société, de façon à pouvoir aider à réorienter la société

et la politique en les éloignant du focus exclusif sur la croissance pour atteindre des buts multiples. Il est aussi un possible point d'entrée -parmi beaucoup d'autres- dans la discussion sur comment pourrait avoir lieu une (grande) transformation pour créer une société plus juste et plus soutenable. Dès qu'il s'agit d'un instrument d'information quantitatif, l'indice s'adresse probablement à un public différent par rapport, par exemple, aux arguments uniquement qualitatifs ou bien à un langage émotionnel. Au même temps, sa présentation en tant qu'indice unique et compréhensif a le but de s'adresser aux décideurs mais aussi à un plus grand public. Un ensemble plus détaillé d'indicateurs est plutôt pratique pour de différentes unités administratives ou même pour les ministères et il peut être employé aussi par des spécialistes qui analysent les données et les séries historiques à l'arrière-plan.

La considération de chacun des vingt composants de l'INB peut servir aussi de point d'accès à la discussion. Les composants individuels et les données physiques et économiques sous-jacentes fournissent l'information sur les tendances dans des domaines différents, en contribuant ainsi à un public et à un débat politique mieux informés. En plus, ils peuvent aider à identifier des (nouveaux) champs d'action pour une politique orientée au bien-être. Par exemple, la prévention du dommage environnemental et par conséquent des coûts de restauration des écosystèmes, des paysages et des "hot spots" dangereux emmène à améliorer le bien-être de la société.

## *5.2. L'INB/IRB en pratique: est-ce qu'il y a déjà un impact politique?*

La question s'il y a un impact politique quand on emploie l'INB/IRB n'est pas simple à répondre- et peut-être la réponse ne devrait pas venir de la part de ceux qui essaient de répandre son message. Néanmoins, il nous semble que ça vaut la peine de réfléchir sur nos propres expériences jusqu'à présent.

L'INB/IRB est encore un concept ouvert, au moins à nos avis. Dans plusieurs discussions sur ce concept, les participants expriment des nouvelles idées sur des aspects additionnels qui doivent être inclus dans le calcul. Des révisions futures de la méthodologie examineront ces idées pour les intégrer, si possible, dans l'ensemble des composants. Pour le moment, beaucoup de données nécessaires pour un calcul plus précis ne sont pas encore disponibles. Donc,

on peut considérer comme étant un impact politique important de l'INB/IRB, la publication de la part du Conseil Allemand pour le Développement Sostenable d'une déclaration, dans laquelle le Conseil demande de fournir ces données dans les statistiques officielles. Ceci indique que des institutions importantes en Allemagne prennent assez au sérieux l'INB/IRB .

Il y a aussi une conscience politique croissante du concept à cause du fait que jusqu'à présent l'INB/IRB est le seule indice alternatif du bien-être publié continuellement en Allemagne. Cela emmène à un certain effet d'habitude. Cet effet est renforcé par une forte concurrence parmi les systèmes d'indicateurs qui ont déjà été avancés ou qui seront avancés par des différentes institutions allemandes, comme nous avons mentionné plus tôt.

A nos avis, l'INB/IRB est une invitation à redéfinir le progrès et à réorienter les politiques publiques en conséquence – rien de plus que ça, mais rien de moins. Il est très difficile de s'apercevoir si les politiciens des états fédéraux d'Allemagne essaient déjà d'inclure dans leur décisions politiques les conséquences potentielles pour le développement du bien-être mesuré par l'INB/IRB. Il y a au moins deux situations typiques dans les discussions après la présentation de l'INB/IRB, à savoir les questions: 1) qu'est ce qu'un politicien devrait faire pour que l'indice alternatif du bien-être puisse monter? et 2) comment peut on comparer un état avec les autres et qu'est-ce que pourrait améliorer sa position dans le ranking?

Un avantage important du concept de l'INB/IRB est la possibilité pour les décideurs de mieux évaluer des programmes environnementaux et socio-économiques alternatifs et des mesures correspondantes. Dans des temps où le PIB "normal" n'augmente que plus ou moins de 1% par an ("petite croissance") ou lorsque la croissance disparaît à cause de facteurs démographiques ou de l'inégalité sociale ("croissance zéro"), l'INB/IRB ouvre une fenêtre sur la possibilité d'atteindre une augmentation du bien-être. Peut-être des investissements dans les énergies renouvelables éviteront la pollution de l'air, créeront des revenus régionales additionnelles et contribuerons à la mitigation du changement climatique, au moins dans une petite mesure. L'INB réagira à de pareils déplacements dans la direction d'une économie plus soutenable ou même plus "verte".

## 6. Conclusion

Pour conclure, nous aimerons bien avancer quelques thèses sur les conditions favorables et sur les contraintes qui pourraient favoriser ou, au contraire, empêcher l'adoption de mesures alternatives du bien-être comme l'Indice National ou Régional du Bien-être.

1) Il y a une relation dialectique entre l'adoption de mesures alternatives du bien-être et la diffusion de points de vue critiques vis-à-vis de l'orientation traditionnelle basée sur la croissance mesurée par le PIB. Il est plus simple d'adopter des mesures alternatives du bien-être là où la légitimation du PIB est déjà fragile; d'autre part, les mesures alternatives du bien-être peuvent contribuer à délégitimer l'orientation traditionnelle visant à la croissance économique, vue comme une mesure du bien-être, du bien vivre et de la qualité de vie.

2) L'adoption de mesures alternatives du bien-être est favorisée lorsque leur fondement scientifique peut être présenté de façon très transparente. Il faut pouvoir montrer que les méthodes de calcul ont une solide base scientifique. Toute décision normative, qui doit inévitablement être adoptée quand une telle mesure du bien-être est formulée et calculée, doit être donc décrite et expliquée soigneusement.

3) En plus, de nouvelles tentatives ont été entreprises pour expliquer les résultats de l'Indice National du Bien-être. D'habitude, on demande aux lecteurs intéressés aux résultats et aux différents composants de lire des rapports de recherche ou bien des études, y compris les mises à jour. Un nouveau système d'information basé sur internet est disponible pour offrir une vue d'ensemble du développement de l'INB rapporté au PIB en Allemagne, et aussi une introduction à chaque composant et à toute information supplémentaire.

4) L'adoption favorable de mesures alternatives du bien-être est facilitée si ces dernières sont présentées régulièrement, de façon à pouvoir maintenir un certain niveau d'attention dans la politique, dans les médias et auprès du grand public. L'adoption exige la continuité et une perspective à long terme.

5) Il y aurait un facteur empêchant l'adoption de mesures alternatives du bien-être si les in-



stitutions officielles de statistique ne toléreraient même pas leur calcul. Il est peut-être trop tôt pour demander une intégration complète de ces indices dans les statistiques officielles; le processus de standardisation n'est pas encore prêt. Cependant, "une atmosphère amicale" et la collaboration dans le recueil des données aiderait beaucoup de ce point de vue.

6) Parmi les autres facteurs empêchant il y a la vaste acceptation des méthodes du PIB, auxquelles le grand public attribue des standards presque aux niveaux des sciences naturelles, le délai très limité dans la publication, l'existence de prévisions et la disponibilité de comparaisons internationales. Pour combler ce gouffre d'acceptation publique entre le PIB et les mesures alternatives du bien-être, ce serait peut-être nécessaire de faire des efforts de formation concernant le PIB même: informer sur les décisions normatives intrinsèques des méthodes du PIB, sur les effets de ses révisions méthodologiques, sur la fiabilité des prévisions et sur tant d'autres aspects contestables.

Pourtant, la critique du PIB ne devrait pas donner l'impression que les mesures alternatives du bien-être visent à remplacer complètement le PIB, spécialement en tant qu'indicateur macro-économique. Le premier pas serait plutôt de le compléter. Avec le temps, le PIB devrait devenir de moins en moins important parce qu'un nombre croissant de personnes devrait se rendre compte que le progrès dans la société sera représenté beaucoup plus convenablement par ses alternatives.